

## Burundi : Nouvelle expulsion d'un agent de l'ONU en moins de deux mois

@rib News, 04/06/2014 Le Gouvernement burundais vient de prendre la décision d'expulser M. Abednego Mutua d'origine kenyane, officier de sécurité du Bureau des Nations unies au Burundi (BNUB), a-t-on appris mardi de sources diplomatiques. Il lui a été donné 48 heures à compter de ce mardi pour quitter le territoire burundais. L'officier de sécurité du BNUB aurait été attrapé le 25 mai 2014 avec deux chargeurs de cartouches dans son bagage à main à l'aéroport de Bujumbura alors qu'il allait passer les contrôles de sécurité lors des formalités au moment d'embarquer à bord d'un avion de Kenya Airways.

C'est donc dix jours plus tard que le pouvoir burundais a décidé de réagir à cet incident. La réaction du Gouvernement burundais intervient surtout au lendemain de sévères critiques lancées par l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour la Région des Grands Lacs, Mary Robinson, qui a exprimé lundi son inquiétude concernant les restrictions de l'espace politique et des libertés civiles dans ce pays. Certains y voient un certain lien de causalité. Selon des sources proches du pouvoir, l'acte de l'officier de sécurité du BNUB visait à jeter un discrédit sur les méthodes de contrôle de l'aéroport de Bujumbura et à accuser le Gouvernement burundais d'être laxiste avec la circulation des armes à feu. A la lumière de la Convention de Chicago sur l'aviation civile, cela aurait pu porter un lourd préjudice à l'aéroport international du Burundi si d'ailleurs l'officier du BNUB avait aussi sorti avec les munitions et à s'en vanter, estiment les mêmes sources pour qui il ne fait aucun doute que l'officier de sécurité du BNUB savait à quoi il s'exposait dans sa tentative de franchir les contrôles avec des munitions. C'est donc la deuxième expulsion en moins de deux mois d'un agent de l'ONU au Burundi. En effet le 17 avril 2014, le conseiller principal chargé des questions sécuritaires au sein du BNUB, Paul Debbie, avait reçu l'ordre de quitter le pays, pour son rôle présumé dans la diffusion d'informations à un armement présumé de jeunes militants du parti au pouvoir, les "Imbonerakure". La société civile burundaise vient juste de lancer une pétition en vue d'une enquête indépendante sur les révélations du câble du BNUB à ce sujet. Au sein du pouvoir on estime déjà que cette pétition a pu être suggérée par le BNUB qui est un bailleur financier important de ces associations ouvertement hostiles au régime en place et considérées, à tort ou à raison, comme proches de l'opposition. Cette affaire survient en outre au moment où des voix s'élèvent pour contester les choix de collaborateurs de l'envoyée spéciale de l'ONU dans la Région des Grands Lacs. Madame Mary Robinson n'aurait recruté que des collaborateurs provenant de l'Afrique de l'Ouest et même les experts qu'elle propose pour la mise en œuvre de l'Accord cadre sur la RDC proviendraient exclusivement de cette partie de l'Afrique. Les pays membres de la CIRGL envisageraient d'adresser un message ferme à cette ancienne présidente de l'Irlande pour protester, rapporte une source diplomatique à Bujumbura. [MG]